

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Europartis pour une Europe unie

L'EUROCOMMUNISME

Le principal obstacle à l'unification de l'Europe dépend du fait que les partis politiques n'ont pas de doctrine européenne et que leurs programmes et leurs orientations sont actuellement déterminés par un contexte national.

G. Kahn-Ackermann
Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Dans les démocraties, le choix social des citoyens est formulé, et également partiellement guidé, par ces associations particulières que l'on appelle «partis politiques».

La caractéristique de ces associations est que leurs inscrits représentent toujours une nette minorité vis-à-vis des citoyens électeurs qui, par leur vote, expriment leur préférence pour le programme que chaque parti déterminé présente à chaque élection.

Les partis, et pour eux les quelques inscrits qui constituent la minorité politiquement active, sont en réalité des propagandistes qui vendent des formules politiques qu'ils ont eux-mêmes élaborées et l'ensemble des électeurs n'est rien d'autre que la masse qui achète le produit, c'est-à-dire la formule politique qui lui est offerte.

Mais malheureusement il advient parfois, comme dans le commerce le plus indigne, que la propagande n'illustre pas tellement la bonne qualité de la formule politique offerte pour résoudre, avec rapidité et effi-

cacité, les problèmes économiques et sociaux qui affligent la collectivité en ce moment, mais met surtout en évidence les erreurs de la faction concurrente, en particulier si celle-ci est, à cette époque-là, au pouvoir.

Pour frapper le concurrent, on part, au moment de chaque élection, à la recherche de scandales que l'on reporte à la mémoire ou que l'on grossit à la date opportune. Tout bon démocrate devient alors un Savonarole, membre actif d'une nouvelle Inquisition.

Mais il est inutile de s'étendre sur un sujet dont chacun de nous a fait des expériences amères et périodiques.

L'idée européenne et les partis politiques

L'idée d'une Europe unie pourra avoir du succès politiquement et, par suite, survivre uniquement si les citoyens des nations qui

la composent se rendront compte que chacun d'entre eux tirera d'une telle union un profit direct composé d'un bien-être meilleur et plus vaste et d'une sécurité pour le futur basée sur la stabilité monétaire et sur la paix qui pourrait rayonner de l'Europe vers le monde entier. Il est incontestable que de nombreux citoyens européens s'aperçoivent déjà qu'il est nécessaire de constituer une Europe unie et les démarches, déjà nombreuses mais encore insuffisantes, qui ont été entreprises sur le chemin tourmenté de cette union n'ont été, jusqu'à présent, que l'oeuvre exclusive des hommes de gouvernement les plus clairvoyants, c'est-à-dire de ceux qui appartiennent au cercle restreint de «l'Homo politicus sapiens».

Malheureusement les partis politiques, dont ces hommes sont l'expression, ne semblent pas avoir encore assimilé la nécessité d'élaborer une doctrine européenne, de formuler leurs programmes au-delà d'un contexte national et d'établir des rapports avec des associations similaires d'autres Etats pour préparer ainsi, au sein du Parlement communautaire qui résultera des élections de juin 1978, un déploiement d'europartis et d'éviter donc que les représentants réunis dans cette assemblée ne se cristallisent en blocs nationalistes.

Ceci signifierait que l'on pourrait, au maximum, mettre sur pied une faible «Europe Fédérative» et non une forte «Europe Unie» soutenue par un organisme supranational: le nouveau Parlement de l'Europe.

L'Eurocommunisme

Ce n'est que par une bizarrerie apparente que le premier parti qui se soit présenté sous une étiquette européenne ait été le parti communiste. Et, jusqu'à présent, c'est le seul.

Le phénomène est donc intéressant et mérite d'être attentivement étudié.

L'ombre de l'Eurocommunisme était déjà apparue dans la «Radiographie d'une crise» (voir Bulletin Européen n°3 du mois de mars 1976), notre enquête sur les causes profondes de la crise italienne.

Nous avons conclu, alors, notre article en manifestant notre intention de vouloir procéder à une analyse approfondie de l'Eurocommunisme pour nous assurer de sa véritable nature et de son vrai visage. Les lecteurs devront suivre notre examen avec attention, car nous entendons procéder dépouillés de toute idée préconçue et de passions, au nom de la science et de la prudence.

Le transformisme du Communisme

De l'Internationalisme de Moscou...

Dans son appartement de Soho, à Londres, transformé aujourd'hui en un petit restaurant par un cuisinier iconoclaste, Karl Marx avait prophétisé que le communisme aurait commencé à se développer dans le pays européen industriellement le plus avancé pour se propager avec une rapidité foudroyante dans tous les pays capitalistes et se répandre parmi les masses des travailleurs.

En réalité, le communisme se développa tout d'abord en Russie, alors le pays européen industriellement le plus arriéré; il ne trouva une proie que là où le capitalisme,

au sens moderne du mot, n'avait pas encore pris naissance et où régnait tout au moins le résidu d'un féodalisme d'origine médiévale.

Ce n'est que très longtemps après qu'il prit le pouvoir dans des pays asiatiques et à Cuba. En Europe, il se manifesta naturellement en Yougoslavie. Dans les autres pays européens il fut, par contre, imposé matériellement par les forces d'occupation de l'armée soviétique.

Démentie par la réalité des faits, la prophétie de Karl Marx fut réélaborée par le Kremlin et, actuellement, elle est enseignée, comme nouvelle théorie marxiste-léniniste, dans toutes les écoles des pays satellites de l'U.R.S.S.; elle est axée sur les

trois principes suivants:

- 1 - Le marxisme n'est pas un dogme; il doit donc s'adapter au moment historique et chacune de ses manifestations présentée comme dogmatique doit donc être combattue où que ce soit.
- 2 - La dictature du prolétariat est l'expression maximale de la démocratie.
- 3 - Tous les moyens sont acceptables pour la conquête du pouvoir: de la révolution aux élections parlementaires.

Naturellement, ces principes sacrés avec lesquels ont été conditionnés les cerveaux des jeunes générations des pays de l'Est européen et qui ont contaminé également ceux des jeunes gens de quelques pays de l'Europe occidentale, perdaient leur caractère sacré dès qu'ils entraient en conflit avec les intérêts politiques de Moscou.

Le premier de ces piliers n'a pas besoin d'explications particulières. Karl Marx avait été dogmatique dans ses affirmations et le dogme s'était démontré erroné. La réélaboration du Kremlin n'avait fait que le transformer opportunément. Le deuxième pilier pourrait être défini le mensonge du siècle. De fait, un peuple ne peut jamais se gouverner directement, et la dictature est prise en son nom, et jamais pour son compte, par le chef du parti qui affirme le représenter, c'est-à-dire le parti communiste.

Là où il y a une dictature, il ne peut y avoir qu'un dictateur, quel que soit le nom donné à sa charge: président de la République, secrétaire du parti ou chef du gouvernement et, parfois, les trois charges assumées par une même personne.

De toute façon, le dictateur exerce toujours un pouvoir absolu, même s'il est apparemment secondé par une représentation élue.

En réalité, un tel type d'assemblée parlementaire est composé exclusivement d'éléments du parti unique qui prépare une liste unique de candidats et sur laquelle, et uniquement sur elle, le peuple est appelé à se prononcer lors d'un semblant de vote qui n'a de démocratique que le nom.

Le dictateur ne répond donc de son oeuvre que devant les organes de son parti, une bureaucratie que, normalement, il domine avec le système de la poigne de fer.

Les appellations du système varient: «purgés» et «nuits des longs couteaux»,

quand il s'agit de solutions sanglantes; dans les cas moins violents, une «révolution culturelle» ou une «autocritique sincère» suffisent généralement pour détruire tout adversaire ou tout concurrent à la charge dictatoriale sans avoir recours à son élimination physique.

Notre classification de «plus grand mensonge du siècle» pour le principe sacré que la dictature du prolétariat est l'expression maximale de démocratie est évidemment démontrée. La suite de notre analyse historique le confirmera.

En ce qui concerne le troisième pilier, nous devons rappeler que pendant les années trente, déjà, la constitution du *Komin-tern*, c'est-à-dire de ce comité pour le développement international du communisme effectuée par Moscou, démontrait que l'idéologie communiste permettait, dès cette époque, de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays. Leonid Brejnev, parlant de l'Angola dans son discours au XXV^e Congrès du P.C.U.S., l'a récemment confirmé, n'en déplaise au traité d'Helsinki signé par l'U.R.S.S. l'été dernier.

La formule magique «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous» qui représentait l'étendard de la lutte pour l'internationalisation du communisme, se transforma, d'emblème de révolte contre le capitalisme, en l'instrument le plus captieux et le plus formidable de mise en place de l'impérialisme russe renaissant.

...au communisme nationaliste de Tito

Le néo-impérialisme de Moscou, qui s'est concrétisé en Europe au cours de la Seconde Guerre mondiale par l'absorption des trois Etats baltes, d'une partie de la Finlande et de la Tchécoslovaquie, et de quelques grandes régions polonaises et roumaines, ainsi que par l'asservissement à la politique et à l'économie soviétique des anciennes nations de l'Europe centre-orientale, effraya mortellement la Yougoslavie où le communisme était né spontanément.

La Yougoslavie avait toujours fait du panslavisme russe le point de force de sa politique étrangère; mais la crainte d'être absorbée ou tout au moins de devenir la colonie méditerranéenne de l'U.R.S.S. donna à Tito le courage de lever le premier

l'étendard de la dissidence communiste et de substituer à l'internationalisme prolétaire le communisme nationaliste de Belgrade, privé de visées expansionnistes et indemne des «exportations idéologiques» qui s'ensuivent.

Cette rébellion représente pour Moscou une grave défaite; l'impérialisme soviétique était en train de perdre l'occasion d'arriver sur la mer chaude, la Méditerranée. Tito fut l'objet de plusieurs attentats et le vieux maréchal en a accusé assez ouvertement le Kremlin.

Entre-temps, pour tenter d'atteindre de toute façon la Méditerranée, ce dernier orienta toute son attention à l'Albanie. Il s'agissait de caresses certes, mais effectuées par une patte lourde; l'ours n'a pas de systèmes délicats, et les communistes albanais ombrageux se rebellèrent eux aussi. Terrorisés, ils mirent leur pays en état de siège et préférèrent l'aide de la lointaine Pékin à celle, trop pressante, de Moscou, même si elle était plus consistante.

En Asie: le schisme de Pékin...

«Nos rapports avec l'U.R.S.S. ont été gâchés par la Lune»; c'est par cette phrase que les Chinois sanctionnèrent la fin de la participation soviétique à l'essor de la nouvelle République Communiste Chinoise. Les années cinquante touchaient à leur fin.

Sous le choc du succès spatial soviétique et obsessionnés par le «bip-bip» que la radio du premier spoutnik émettait en tournant autour de la Terre, les Etats-Unis relevèrent le défi technologique de la course à la Lune et l'U.R.S.S. contrainte, à son tour, de participer à ce même défi, dut engager des moyens techniques et financiers grandioses dans une compétition qui, à la fin, la vit perdante, même si c'est avec quelques honneurs.

L'effort auquel l'économie et la technologie soviétiques furent soumises pendant cette compétition fut énorme. Les U.S.A. dénoncèrent, de leur côté, un coût de 40 000 milliards de dollars.

Il est incontestable que ce fut un motif concret qui empêcha l'U.R.S.S. de poursuivre la fourniture à la Chine de l'énorme aide technologique et économique dont cette immense nation avait besoin pour sortir de son état de retard presque médié-

val dans lequel se débattait son économie.

L'expression poétique des rapports Chine-U.R.S.S. gâchés par la Lune semble donc être effectivement fondée.

De toute façon, une fois encore, le slogan internationaliste «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous» n'avait pas fonctionné. Le riche prolétariat russe avait abandonné le pauvre compagnon chinois, mais probablement pour des motifs bien différents de ceux pour lesquels la Lune avait été injustement accusée.

Le communiste chinois pouvait rester le frère du communiste soviétique tant que la Chine était un pays à économie arriérée.

Transformée en une puissance industrielle et possédant la bombe atomique (même si cette production est artisanale), ses 7 à 800 millions d'habitants devenaient pour l'U.R.S.S. non plus un voisin communiste et frère, mais un concurrent gênant pour le leadership communiste mondial avec, malheureusement, le fait aggravant de rester un voisin capable, un jour, de remplacer le slogan internationaliste désormais dépassé de «prolétaires unis», par celui bien plus moderne de «l'Asie aux Asiatiques».

Et comme une idée ne vient jamais seule, les Asiatiques auraient pu revendiquer un jour (et peut-être ont-ils déjà commencé) les trois-cinquièmes de l'immense territoire qui constitue actuellement l'empire soviétique, c'est-à-dire la région de l'U.R.S.S. qui fait partie du continent asiatique et se révèle chaque jour un peu plus un immense et prodigieux dépôt de ressources énergétiques et de minéraux.

Une richesse immense; et la richesse, comme on le sait, dresse celui qui la possède contre celui qui la désire, et cette haine est encore plus accentuée quand la richesse est revendiquée.

C'est comme cela depuis toujours, même entre des frères communistes.

Les affrontements armés ont été, heureusement, limités jusqu'ici. Pékin accuse Moscou de social-impérialisme et le Kremlin accuse la Chine de fomenter la guerre et, par suite, de dresser un obstacle à la paix dans le monde.

Les litiges entre parents ont toujours été dangereux et désastreux. Mais la controverse entre la Chine et l'U.R.S.S. possède en soi un tel potentiel explosif qu'il fait trembler tous les autres peuples guidés par des hommes de bonne volonté.

...en Europe: la contrainte et la rébellion

Tout comme dans les siècles sombres où la peste était la triste compagne de l'armée des envahisseurs, de même, dans les pays de l'Europe de l'Est libérés par l'armée rouge, le communisme se répandit par contrainte.

Chaque régime d'occupation a ses Quisling. Le Kremlin, lui aussi, trouve les siens pour former les gouvernements dévoués à Moscou dans les nations «libérées» par ses armées.

La poigne de Staline était telle, que tous baissèrent la tête, seule position qui permette de la garder sur le cou.

Le dictateur assassin mourut en 1953 à la suite d'une conjuration de palais et de nouvelles espérances se réveillèrent dans le cœur des populations attristées de l'Europe orientale.

La première tentative de révolte contre le communisme imposé par Moscou date de 1956. Elle porte un nom tragique: révolte de Hongrie. Elle fut étouffée dans le sang par la vague mortelle des chars d'assaut soviétiques et de ceux des satellites du Pacte de Varsovie.

Imre Nagy, qui avait tiré la Hongrie hors des griffes du Pacte de Varsovie, dans la tentative de fuir le système colonial soviétique, entraîna son pays dans une horrible tragédie. L'Occident y participa ému et impuissant en écoutant les appels lancés par radio Budapest, alors que l'invasion était en cours, jusqu'aux derniers mots désespérés, quand tout fut réduit au silence par les armes.

La tragique expérience hongroise n'avait cependant pas modéré le désir des masses populaires des autres pays de l'Est d'abolir le stalinisme et l'atrocité d'oppression que les Soviétiques avaient imposés avec le communisme.

En 1958, sous la pression du mouvement ouvrier à Varsovie, Gomulka abolit le stalinisme et, peu après, Walter Ulbricht, en République Démocratique Allemande, doit en faire autant et améliorer les conditions du peuple; car les Allemands, sous quelque drapeau qu'ils se trouvent, ne plaisaient jamais.

En 1962, après un effort économique dé-

sespéré qui la rendit exsangue, la Roumanie liquida la dette de guerre que l'U.R.S.S. lui avait imposée et l'année suivante, elle salua, les larmes aux yeux, l'armée soviétique d'occupation qui se retirait au-delà de ses frontières. Les Roumains jouèrent fort bien le rôle du parent affectionné et les Soviétiques prirent pour des larmes de douleur profonde ce qui, en réalité, n'était que des pleurs de joie.

En 1968, Dubcek, à Prague, tente de réformer le communisme par des méthodes absolument démocratiques. En réalité, il s'agit d'une révolte, même s'il apparaît que la Tchécoslovaquie a seulement tenté de donner un visage humain et démocratique au communisme.

Moscou déclare que sous le communisme les autres Etats n'ont qu'une souveraineté limitée; et au nom de son droit à l'ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, il juggle, avec l'aide de ses chars, le «Printemps de Prague» naissant.

La mort d'un printemps est toujours un événement triste, même si celui de Prague, après l'expérience de Budapest, fut une mort sans effusion de sang. Les chars d'assaut envahisseurs ne furent frappés que de fleurs. Dubcek avait donné l'ordre de ne pas résister et de baisser la tête. Plus d'un soldat soviétique, à sa tour de char, a dû se demander pourquoi on l'avait envoyé sur cette terre peuplée d'autres frères communistes qui lui criaient «Retourne chez toi, Ivan!».

1976: A Paris, enterrement d'un dogme...

En écrivant en collaboration avec Engels, en 1848, la Bible marxiste, l'aimable Karl s'exprima comme suit dans le «Manifeste du parti communiste»:

«Le prolétariat doit avant tout s'emparer du pouvoir politique. Il utilisera sa suprématie politique pour soustraire, peu à peu, toute sorte de capital à la bourgeoisie, pour concentrer tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante. Naturellement, tout ceci ne pourra être fait qu'avec l'aide de moyens despotiques.»

Nous voici donc à la «Dictature du Proletariat», dogme et essence du communisme que le XXII^e Congrès du P.C.F., avec

une tranquillité apparente et le coeur léger, a enterré dans le sol accueillant de France.

Le décès eut lieu le jeudi 5 février 1976, au Centre sportif de Saint-Ouen.

En décréta la mort cette même assemblée du XXII^e Congrès du parti communiste français en adhérant à la proposition analogue avancée par son Secrétaire général, M. Georges Marchais; ce dernier déclara qu'il était nécessaire de procéder à une telle révision, sur la base des principes du socialisme scientifique élaborés par Marx, Engels et Lénine.

Après avoir obtenu la condamnation à mort du Dogme n^o 1, le sieur Marchais dénonça ensuite l'action profondément réactionnaire de la politique étrangère des dirigeants chinois, politique qui, selon ses dires, va à l'encontre de l'intérêt du peuple chinois lui-même. Selon le sieur Marchais, cette politique est non seulement insensée et nocive, mais elle fait également le jeu de l'impérialisme et crée des situations alarmantes pour la paix du monde.

S'il s'était exprimé en russe plutôt qu'en français, on aurait pu croire qu'il s'était agi d'une allocution prononcée par le sieur L. Brejnev.

Redevenu français, le Secrétaire général dénonça, par la suite, l'atlantisme de la politique de sa patrie et, enivré par ses mots, il endossa les vêtements de Messire Chauvin, comme le font ressortir les paroles suivantes, un peu étranges dans la bouche d'un militant communiste qui est nécessairement internationaliste:

«Fidèle à sa tradition, le parti communiste français combat et combattra avec toute son énergie pour garder à la France son indépendance, sa souveraineté, c'est-à-dire les moyens de la libre disposition de son peuple et d'une action internationale et efficace. Loin d'être une idée dépassée, l'indépendance nationale est une grande revendication de notre temps. Sa conquête, sa défense et sa consolidation sont à l'ordre du jour du monde contemporain. Il n'y a rien de plus actuel, de plus moderne que le combat pour l'indépendance, la souveraineté, l'épanouissement de la France. Le parti communiste appelle à prendre leur place dans ce combat national, tous les démocrates, tous les patriotes de notre pays».

Après avoir déploré les mesures représen-

sives contre la liberté d'opinion mises en oeuvre, même récemment, en U.R.S.S. et documentées par la télévision française, le sieur Marchais, avec l'habileté consommée d'un illusionniste sortit, à la fin, le lapin de son haut-de-forme:

L'existence d'une divergence à ce sujet avec le parti communiste de l'Union soviétique ne nous conduira naturellement, pas plus que dans le passé, à affaiblir notre volonté de coopérer avec lui dans la lutte commune contre l'impérialisme et pour nos grands objectifs communs».

Je regrette de ne pas avoir été présent à la lecture du rapport de Monsieur le Secrétaire général du Parti Communiste Français au XXII^e Congrès de son parti.

Je l'aurais longuement et vivement applaudi. Ce n'est pas tous les jours qu'il vous est donné d'assister à un jeu aussi fantastique de funambulisme-transformisme, conduit avec une habileté magistrale au point de nous laisser tous bouche bée.

...et à Rome, une naissance: l'Eurocommunisme

Les communistes italiens ont toujours su que l'obstacle principal à leur entrée dans l'aire du pouvoir se trouve dans les rapports internationaux de l'Italie, dans sa position nettement occidentale et dans l'importance stratégique que représente son territoire dans la zone de la Méditerranée et, par suite, pour l'Europe et pour l'allié d'outre-Atlantique: les U.S.A.

Pour franchir cette barrière, d'une part ils ont tenté de revendiquer l'autonomie de leur pays et de l'autre ils ont cherché des liens à l'étranger qui soient différents de ceux qui sont traditionnels pour tout communisme orthodoxe, c'est-à-dire avec l'U. R.S.S.

Bien que la passation d'un accord dans ce sens entre les P.C. des pays latins de l'Europe occidentale n'ait jamais été déclarée officiellement, il est évident qu'il existe une manœuvre transformiste convergente et simultanée entre les partis communistes italien, français et espagnol.

En l'espace bref d'un mois, le sieur Santiago Carillo affiche, en Espagne, des attitudes démocratiques et le sieur Georges Marchais, en France, comme nous venons de le dire, avec l'habileté d'un parfait équi-

libriste, d'une part dénonce le dogme de la Dictature du Proletariat, condamne Moscou pour ses mesures répressives contre la liberté d'opinion et souffle sur le feu du nationalisme, tandis que d'autre part, il clique de l'oeil amicalement et servilement à Moscou, comme pour rassurer les patrons du Kremlin que certaines choses lui il les dit, non pas parce qu'elles sont vraies, mais parce qu'il est contraint de le faire, par nécessité.

Mais l'épicentre de cette vaste manoeuvre reste l'Italie où le sieur Berlinguer, avec l'aide du curieux groupe d'hommes trop silencieux qui l'entoure (ou qui le surveille?) a accouché de l'Eurocommunisme, une forme allotropique du communisme à l'aspect extérieur totalement différent du communisme orthodoxe.

Justement mécontents d'une société que le gouvernement démocrate-chrétien à bout de forces, épuisé par trente ans de pouvoir, ne réussit pas à renouveler - comme d'ailleurs il ne réussit pas à se rénover lui-même - de nombreux Italiens, surtout chez les plus jeunes, sont devenus une proie facile pour la propagande du sieur Berlinguer qui, en promettant une société nouvelle, obtient toutes leurs approbations.

Mais le loup communiste s'est-il vraiment transformé en un agneau eurocommuniste?

La promesse d'une société nouvelle qui séduit tant les jeunes Italiens ne coûtera-t-elle pas la liberté pour eux, leurs enfants et leurs petits-enfants?

Qui peut honnêtement se leurrer que Moscou permette, au moment de la prise du pouvoir, que l'hérésie de l'Eurocommunisme s'affirme dans les pays de l'Europe de l'Ouest, sans contaminer les pays satellites de l'Est où déjà, nous l'avons rappelé auparavant, la rébellion contre le communisme et le Kremlin a été étouffée uniquement avec les chars soviétiques et même avec ceux du Comecon?

Qui empêchera Moscou de faire disparaître et de remplacer le sieur Berlinguer si sa paternité à l'Eurocommunisme n'aura été qu'un acte de génération loyale, où de lui imposer un retour à l'orthodoxie si l'Eurocommunisme n'aura été qu'une manoeuvre stratégique consommée aux dépens de plus de cinquante-six millions d'Italiens pour soumettre leur pays à l'influence du Kremlin? La VI^e flotte américaine, peut-être?

Où alors les jeunes Italiens espèrent-ils

que le processus puisse être réversible et le communisme éloigné, si les promesses du sieur Berlinguer étaient fausses, par un vote démocratique?

Après le premier moment de surprise qui suivit les déclarations de Berlinguer au XXV^e Congrès du P.C.U.S., les réactions négatives commencèrent tout de suite.

A Moscou, Souslov, le théoricien du parti, lança le premier anathème contre l'Eurocommunisme.

Varsovie le suivit immédiatement en condamnant tout communisme nationaliste.

A Prague, où le printemps n'est plus qu'un souvenir, il a été affirmé, lors du XII^e Congrès du P.C.T., que le degré d'orthodoxie d'un communisme est mesuré selon son degré de fidélité à l'Union soviétique.

La crise du gouvernement italien est désormais définitive; les 20 et 21 juin, le peuple de ce pays sera appelé aux urnes pour un vote qui pourrait marquer définitivement son destin de peuple libre et être également le dernier, au sens démocratique du terme.

Karl Marx, dans son Manifeste, affirmait que seul le Communisme pouvait assurer le bonheur des masses de travailleurs: Lénine, qui transforma en réalité les théories marxistes, croyait encore en ce mythe, car, en 1917, les conditions de vie du peuple russe étaient vraiment arriérées et pitoyables.

Aujourd'hui, le seul et véritable prolétariat qui survive dans les nations industrialisées est celui des pays à régime communiste; et il faut croire qu'il ne se sent pas très heureux si, pour en empêcher la fuite, il a été nécessaire de dresser un «Rideau de Fer» et le «Mur de Berlin».

Karl Marx était certainement un philosophe honnête et son squelette doit certainement s'agiter en ce moment sous le manteau de terre britannique qui le recouvre, s'il savait toute l'infortune qu'a engendrée sa philosophie.

De même Lénine, le révolutionnaire dur, était probablement, lui aussi, honnête lorsqu'il appliquait les doctrines du vieux Marx.

Mais nous ne pouvons rien dire au sujet de ses ossements, car ils sont ensevelis dans les murs du Kremlin.

R.C. Hood

THE PROBLEMS OF RUSSIA

Revealed by L.I. Brezhnev...

In the report of the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union read by Leonid I. Brezhnev to the 25th Party Congress in Moscow it seems obvious that amidst the notes of triumphal acclaim with which it itself greeted and adulated its own handiwork, the supreme organ of the party has no hesitation about also expressing a certain self-criticism and if on the one hand this betrays a sincere desire to achieve some improvement, it also tends to bring out all the errors of the system which, in spite of every effort, is simply unable to make the Soviet economy efficient even though it has such immense natural resources at its disposal.

The dilemma is whether the Soviet economy is immune to reforms or whether the errors are inherent in State Capitalism. From the excerpts from Brezhnev's report we quote below it seems obvious that the fault lies in the system, a prisoner of its own state-controlled bureaucracy and incapable of moving the workers who, badly led and thus distrustful, can find no personal interest that could help them get out of the mortal clutches of apathy.

In his report, Brezhnev said: *«The party attributes great importance to the development of the sectors of industry we call group B [that is, the food industry, light industry and agriculture - R.C.]. If we evaluate the development of these sectors on the basis of the traditional indices used in the past, we have every right to speak of having had considerable success. One thousand new establishments have sprung up in the food and light industries over the past five years. Sales of food products have risen a great deal, manufactured pro-*

ducts even more. The availability of articles for cultural and domestic use has risen considerably as has that of durable consumer goods.

«Nevertheless, the Central Committee maintains that the situation in group B sectors be satisfied.

«This is not only due to the fact that scarcities of raw materials in agriculture, the result of poor harvests, has prevented us from succeeding in reaching the levels foreseen by the plan...

«You will recall that at the 24th Congress there was talk of the necessity to decisively change attitudes, tending them towards everything connected with satisfying the daily needs of man, to ensure radical changes in both the quantity and the quality of goods and services.

«We must recognise that we have not succeeded in fulfilling this task in all its scope.

«The responsibility falls upon many people...

«Last year, for instance, a total 700 million pairs of leather shoes were produced, that is, almost three pairs per person. Therefore, if the demand for shoes remains unsatisfied, it does not depend on the quantity available, but on the fact that there is a scarcity of good-quality shoes...

«Things are more or less going the same way in textiles, clothing, haberdashery, articles for the home, furniture, and many other products.

«The problem of the quality of work, of attention to the consumers and their demands in the fields of commerce, public food and services is seen in even more acute terms».

These plainly honest declarations by Brezhnev show that the Soviet economic bureaucracy, strong and well-entrenched behind its comfortable command positions, is immune to any type of reform and the Communist Party of the Soviet Union is its prisoner and cannot shake itself free.

Unfortunately, there is no symptom of change to be seen yet, and there could be none without renouncing the whole system or using the strong hand that would open a stalinist era.

All this does not mean that the Soviet economy is in a state of deep crisis. Its territory is so rich in raw materials, from energy resources to minerals of every kind, including precious and radioactive minerals, that its growth rate is still fairly respectable.

But will the demands of its population be met one day?

In the towns and cities today, one already sees the strange phenomenon of offices and factories emptying when news comes in that food and clothes are available for distribution in the public stores.

Thus, in the motherland of socialism, the workers have discovered absenteeism as the way to protest against the system.

In the speech by Leonid Brezhnev we have already quoted, he talks of the results obtained in the previous five-year plan, the eighth worked out by the Communist Party of the Soviet Union, which came to a close on 31 December 1975. His words were as

follows:

«The first thing to be mentioned is the success we have had in fulfilling the task the 24th Congress of the C.P.S.U. defined as the most important: raising the people's standard of living...»

«In the last five-year plan important successes were also marked up in the solution of such a basic problem as the increase in production efficiency...»

We are very sorry to see such clear contradictions in a speech of such world importance given by the leader of a nation whose single governing party has taken upon itself the task, not altogether impartial, of leading the masses of workers of all nations, China excluded, towards well-being and prosperity.

The troubles of the free world may well be more serious than those of the Soviet Union, and it would be silly to exaggerate their problems and their difficulties.

But we want to be honest and straightforward in pointing out, and this is for the eyes of our own communists alone, that in fifty-nine years of the application of communism in the USSR, the richest country in the world, the theories of Marx and Lenin have certainly managed to resurrect and reinforce the imperialistic dreams of the czars, but have not managed to secure prosperity and happiness for the Russian people, even less for the satellite countries, which can more or less be defined as the colonies of the Motherland of Socialism.

The quotations from Brezhnev's speech are taken from «U.R.S.S. Oggi», the News Bulletin of the Soviet Embassy in Italy.

...Pointed out in Vienna by the Institute of Comparative Economies

For more than ten years now the Russian worker has been at the bottom of Comecon's «wage scale».

The first place is held by the worker in East Germany (those Germans have always been «top of the class», whatever part of Europe they have been in).

The «wage scale» has been worked out by the Vienna «Institute of Comparative Economies» after a survey of the wage situation in the Comecon zone of Europe which compares each state's prices policy and shows details of special factors in the individual economies.

Is the Soviet worker badly paid?

Between 1961 and 1974 nominal salaries in Eastern Europe marked up an average increase of from 3 to 5.5 per cent per year and from 2.7 to 4.5 per cent in real terms.

The lowest increase occurred in the countries with the highest wage levels, Czechoslovakia and East Germany.

The rate of increase was steeper in countries where the wage rate was well under Comecon averages: in Rumania it was 4.5 per cent and in the USSR it was 4.2 per cent.

In Hungary, the increase remained below the general average Comecon increase during the same period.

An evaluation of these figures with the real state of things would be possible by means of a comparison with the domestic purchasing power of each country's individual currency, but consumer price indexes obey the «myth» of price stability and the more a régime keeps them under check, the more the statistics tend to be manipulated.

The immense, virtually total availability of raw materials in the USSR, hand in hand with its acknowledged technological progress, ought to enable this country to contest the first place in the world scale of gross national incomes with the USA. But even taking as exact the unilaterally declared figures, the gap is wide indeed. The whole thing depends on the fact that the much-acclaimed technological progress of the USSR turns out to be rather slight when seen on a world scale.

In his report to the 25th Congress of the Communist Party of the Soviet Union, L.I. Brezhnev had these precise words to say when dealing with the growth of economic relations with other countries:

«During the period of the ninth five-year plan, we received [from abroad] complete lines and installations to a total of nearly 2000 plants in various sectors of industry, particularly in the chemical and automobile industries, light industry and food.

«Our exports too increased. The Soviet Union has been taking its part in the construction of hundreds of industrial installations abroad.»

If the Soviet worker earns less than his

comrades in the other Eastern European states, it is obviously because only a very meagre part of the total national gross income is actually left to him, for costs and waste levels in the enormous Soviet bureaucratic machine simply eat up too much and the international policy of the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union, which is becoming ever more widespread throughout the world, is, in the end, also paid for by the workers in the USSR.

In October 1975 I was travelling by plane from Vienna to Milan and in the seat next to me was an oldish Italian chief-fitter coming back home after a six-month spell in Togliattigrad where he had been in charge of the construction of one of the industrial complexes making up the new Soviet automobile city. He was happy to be getting back to Modena, his home town.

I'm used to being away from my family for long periods, he told me, for my work always takes me away from home, but this stay in the USSR has really worn me out.

None of us foreigners could go more than 15 km outside Togliattigrad, and the police were absolutely rigid in their checks.

The people there are all pleasant and big-hearted. Before I left, a local policeman I had struck up a friendship with came to see me. He took out a package from under his tunic and handed it to me as if it were some precious object. Inside was a fish he himself had caught. But as workers they are just a pain in the neck. They just do not seem to understand anything and in the end they used to confess to me they did not really know what they were doing and why, because the pay was the same whether you worked or not.

Believe me, he added, it took me the whole six months to assemble certain pieces of equipment with them, and with a team of blacks in South Africa, working on the same plant but twice as big, the job was finished in sixty days, and there were no whips or cops around, either.

At Milan Airport, my travelling companion quickly shook my hand and rushed off to get his Modena train.

He had the strong, horny hands of those who are accustomed to handling the tools you use for working with iron.

Roberto Cestelli

La Tchécoslovaquie

Le printemps, huit ans après

Il y eut d'abord le Festival de Musique: chaque année, orchestres et solistes, ainsi que le nombreux public de leurs admirateurs, se réunissaient dans la capitale de la Tchécoslovaquie pour célébrer le «printemps de Prague».

Et puis ce fut le printemps de 1968: fête de l'espoir, du réveil après deux décennies de ténèbres, fête du peuple entier. La saison du retour de la vie coïncida, en 1968, avec le plus grand soulèvement pacifique et silencieux de l'histoire moderne du peuple tchécoslovaque. C'était de nouveau le «printemps de Prague», mais pourvu d'une signification qui n'empruntait aux arts que la noblesse de l'idéal.

L'Europe occidentale y assistait surprise et émue: l'instauration d'un régime démocratique à Prague pourrait provoquer une réaction en chaîne dans les autres pays satellites de Moscou et ouvrir ainsi des perspectives encourageantes pour la construction d'une grande Europe libre.

La Tchécoslovaquie commençait à jouer un rôle important en Europe, du point de vue idéologique, social et politique. Située à la porte orientale de notre continent et, en même temps, entre l'Occident démocratique et l'Orient communiste, la Tchécoslovaquie semblait destinée à préparer des prémisses et des conditions favorables pour l'intégration européenne.

Le réveil des douces illusions créées par le début heureux du «printemps de Prague» fut brusque et brutal, et l'été 1968, s'abattit sur le peuple tchécoslovaque cruellement bien que sans effusion de sang... L'Europe occidentale assistait à ce terrible effondrement, toujours surprise et émue. On a eu l'occasion alors d'entendre pas mal de discours imprégnés du plus noble et du plus touchant humanitarisme.

Le «communisme au visage humain» resta un beau souvenir et devint une expression courante du jargon politique. Sa

condamnation en Tchécoslovaquie a été définitive; pour s'en convaincre il suffit d'entendre les discours triomphants prononcés à la tribune du XV^e Congrès du P.C.T., qui se tient justement en cette saison de commémoration muette d'un autre printemps, celui de 1968. Le rapport de M. Husák, le premier secrétaire du parti, ne laisse plus l'ombre du plus fragile espoir aux «contre-révolutionnaires».

Il y a huit ans, à Prague, régnait encore l'espoir; en 1956 les Hongrois, eux aussi, avaient espérer. Mais pourquoi s'entête-t-on de dire toujours «espoir», quand le terme plus juste est «naïveté»?

Attaches orientales et aspirations vers l'Ouest

L'Etat qui, à l'une des portes orientales de l'Europe, voulait se débarrasser du modèle politique, idéologique et social du Grand Voisin que la conférence de Yalta lui avait impunément imposé, était la petite Tchécoslovaquie: 127 860 km carrés de surface, environ 15 millions d'habitants: un pays de frontière et de transition entre l'Occident et l'Orient de l'Europe, qui nourrit un peuple malheureux parce que riche en histoire.

L'Etat tchécoslovaque existe depuis 1919, quand il fut créé par la fusion de trois des plus riches provinces du défunt empire austro-hongrois; la Bohême, la Moravie (qui formaient jadis les pays tchèques) et la Slovaquie. Le territoire, hérissé de montagnes - et partiellement protégé par elles à l'Ouest (voir le «quadrilatère de la Bohême») - est assez élevé: un quart se situe entre 500 et 750 mètres. La dépression morave, qui coupe le pays en deux du Nord au Sud, est une porte de communication entre deux zones de l'Europe centrale. Une porte qui s'est si souvent ouverte pour laisser passer les marchandises indigènes et étrangères, contribuant ainsi à la floraison du commerce et à l'épanouissement économique des Tchèques. Son importance remon-

te bien loin dans le passé, car c'est justement cette vallée, où coule la Morava, qui a permis aux tribus slaves de s'infiltrer à l'Ouest de l'Europe.

L'histoire des Tchèques et des Slovaques porte les stigmates de leur position géographique, à la frontière entre l'Occident et l'Orient de l'Europe. Cette histoire est constituée d'une alternance de tendances, tantôt vers l'Ouest, tantôt vers l'Est, dont nous nous contenterons d'enregistrer quelques moments significatifs.

Au VII^e siècle, période de la constitution du premier empire des tribus slaves, c'est l'appartenance au monde slave qui représente les attaches orientales des anciens habitants de la Tchécoslovaquie.

Au IX^e siècle, quand les Tchèques entrent dans l'histoire politique de l'Europe avec la fondation de l'empire «de la Grande Moravie», une vaste et puissante activité missionnaire dirigée par la Cour impériale des Francs établit les premiers liens spirituels avec l'Occident. Mais le prince tchèque Rastislav et ses conseillers eurent peur que la propagande religieuse ne soit que la préparation d'une éventuelle domination politique; ils s'adressèrent alors à Michel III, empereur de Byzance pour recevoir en Moravie des missionnaires chrétiens connaisseurs des langues slaves. On leur envoya les frères Méthode et Cyrille, originaires de Salonique, auxquels les Slaves doivent généralement l'invention de l'alphabet *cyrillique*, et les Tchèques en particulier un affermissement des liens avec l'Orient (symbolisé alors par l'empire byzantin).

Au X^e siècle, l'arrivée des Magyars en Pannonie rompt pour toujours l'unité territoriale slave et les liens directs entre les Slaves méridionaux et ceux de l'Europe centrale. Les terres tchèques commencent à être fortement attirées vers l'Occident.

Au XIII^e, et puis *au XVII^e siècle*, l'occidentalisation» des Tchèques prend la forme d'une forte influence allemande, qui se manifeste dans le domaine économique, industriel et même linguistique. Pourtant les liens dans le sens contraire ne disparaîtront jamais, et c'est surtout la conscience de l'origine slave qui maintiendra les Tchèques et les Slovaques solidaires de l'Europe orientale. L'année 1848, symbole de la lutte de libération nationale des peuples européens, connaît aussi des agitations des

Tchèques et des Slovaques qui, vivaient depuis le XVI^e siècle, au sein de l'empire d'Autriche-Hongrie; cette lutte pour l'indépendance unit toutes les minorités nationales slaves de l'Empire. (La conscience de l'unité slave se manifeste clairement au «Congrès slave» de novembre 1848).

Si entre les deux guerres mondiales la politique de la Tchécoslovaquie confirme son intégration dans l'Europe occidentale, le traité de Yalta l'en sépara brutalement, en la plaçant à la frontière ouest de l'Europe orientale communiste.

En 1939, après vingt ans d'existence, le jeune Etat tchécoslovaque perd son indépendance et se voit démembré; le «Diktat» de Munich lui enlève un tiers du territoire et 40% de l'industrie, et une année plus tard l'Allemagne hitlérienne crée le Protectorat de Bohême et Moravie et la République slovaque du Mgr.J.Tiso. Trente-sept ans nous séparent de ces événements de triste mémoire, et la Tchécoslovaquie est toujours privée d'une indépendance et d'une souveraineté nationales véritables et totales.

Les étapes du communisme

L'histoire du régime communiste de Prague ressemble jusqu'à un certain moment à l'histoire des autres régimes communistes européens:

Au début, c'est-à-dire immédiatement après la guerre, promoteurs de gouvernements démocratiques, basés sur l'alliance de toutes les forces antifascistes, les communistes partagent le pouvoir avec les autres partis politiques, tout en restant minoritaires.

Ensuite, grâce à l'ingérence directe de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures du pays, les communistes passent à la dictature, en chassant du pouvoir toutes les formations politiques qui leur étaient hostiles. La révolution socialiste commence: les persécutions religieuses et politiques se déclenchent, la bourgeoisie est écrasée, et toute liberté démocratique est abolie au nom du principe souverain de la lutte des classes.

Une troisième étape commune: le nouvel ordre économique et social s'est consolidé, les capitalistes ne sont qu'un souvenir lointain et, devant la totale passivité politique

et la résignation des masses, les violences ne se justifient plus. On travaille énormément; le peuple fait des efforts surhumains pour assurer un progrès économique rapide et réduire l'écart d'avec les pays les plus industrialisés et évolués. Mais les résultats ne satisfont ni les dirigeants, ni les ouvriers, ni les paysans - et encore moins les intellectuels. La dictature rigide, l'épuisement physique, le niveau de vie qui se maintient bas, la propagande martelante, tout concourt à créer une atmosphère d'irritation et de mécontentement général, et incite les esprits les plus courageux - et les moins réalistes - à concevoir et même à proposer des changements.

Dans la plupart des pays de l'Europe orientale, l'évolution du communisme s'est arrêtée à cette étape. En Tchécoslovaquie, il y a eu aussi la quatrième phase: le printemps de Prague, qui proclamait le socialisme au visage humain, la nécessité d'une profonde réforme de l'économie, de l'abolition des méthodes répressives et le renouveau de la vie démocratique dans le pays et au sein du parti même. Les tribunaux devaient être à l'abri de toute ingérence politique, la liberté de voyager à l'étranger pratiquement illimitée et la création artistique libérée de la censure. C'était le programme de M. Dubcek et de ses collaborateurs, approuvé d'une manière démocratique par le Comité Central du P.C.T. en janvier 1968.

Ce type de régime communiste, à la fois démocratique et indépendant, était forcément insupportable à ceux qui avaient installé le communisme en Tchécoslovaquie. D'autre part, le monde occidental avait les mains liées par les décisions prises à Yalta. De retour de Moscou, J. Smrkovský, le Président du Parlement de Prague, dit au peuple: «Nous n'avons aucune autre garantie en dehors de notre sagesse et de notre unité».

L'Europe occidentale restait passive; d'ailleurs elle n'avait offert aucune garantie aux peuples tchèque et slovaque! En abandonnant la Tchécoslovaquie, les Occidentaux abandonnaient un grand espoir d'intégration européenne dans l'esprit de la démocratie et de la liberté. Les années qui suivirent n'ont fait qu'accroître et aggraver cette attitude (parfois justifiée par le désir de préserver la détente Est-Ouest),

qui prive la Tchécoslovaquie de la possibilité de jouer son rôle européen.

L'après-Dubcek et les «illusions dangereuses»

Les armées du Pacte de Varsovie envahissent dans la nuit du 20 au 21 août 1968, la Tchécoslovaquie répondant à un appel imaginaire, qui aurait été lancé par les «vrais communistes», indignés par les réformes qui se réalisaient. Dans les tracts distribués aux soldats amis-envahisseurs, on parlait du «printemps de Prague» dans un langage qui nous dispense de tout commentaire: «Le complot des forces contre-révolutionnaires, soutenues de l'extérieur par la réaction impérialiste, menaçait directement le socialisme dans la République Socialiste Tchécoslovaque, menaçait de la couper de la Communauté socialiste». L'équipe de M. Dubcek voulait «faire marcher l'histoire à rebours, imposer aux ouvriers et aux paysans tchécoslovaques leurs anciens patrons».

Nous écrivons ces lignes pendant le XV^e Congrès du P.C.T. Il est assez facile de tracer en quelques phrases l'atmosphère réelle qui règne dans ce pays, qui connaît depuis huit ans un régime politique pire que celui de Novotný, le prédécesseur de Dubcek. Mais il est peut-être mieux de citer des faits récents et des déclarations imprimées, en nous abstenant, de nouveau, de tout commentaire.

- «Le critère le plus important et le plus décisif» pour juger de l'orthodoxie d'un parti communiste - déclare M. Vasil Bilák, le numéro 2 du régime de Prague - est le degré d'amitié avec l'U.R.S.S. «Notre parti est convaincu que la plus haute forme de patriotisme socialiste et d'internationalisme est l'amitié et l'alliance avec l'Union soviétique».

- «Notre parti repousse - lit-on dans le *Rudé Pravo* - les théories révisionnistes et les tendances de la souveraineté nationale qui placent les intérêts du propre pays avant les intérêts du prolétariat mondial».

- M. Vasil Bejda, qui dirige l'Agitprop (section du Comité Central du P.C.T. qui s'occupe de la propagande), déclarait récemment que son parti «n'attribuait aucune importance magique aux conclusions approuvées à Helsinki» et que toute surestimation à ce propos pourrait conduire à

une «auto-indulgence injustifiée et à des illusions dangereuses».

- Quatorze anciens dirigeants de l'époque du «printemps de Prague» ont adressé une lettre ouverte au Parlement tchécoslovaque pour demander la mise en liberté des prisonniers politiques condamnés lors des procès de 1972. Les signataires invoquent à ce propos le fait que les poursuites judiciaires pour délits d'opinion politique sont en contradiction avec les principes du document final d'Helsinki.

- Les autorités tchécoslovaques ont confirmé l'arrestation, au mois de mars, d'une vingtaine d'artistes non conformistes, parmi lesquels figurent les membres de deux orchestres rock. On fait mention d'un détail un peu inquiétant: la plupart des personnes arrêtées avaient subi des traitements psychiatriques.

- En 1975, la Tchécoslovaquie accusait

un déficit commercial de plus de 650 millions de dollars (les deux tiers de cette somme se réfèrent aux échanges avec les pays occidentaux).

- La minorité nationale allemande (qui compte environ 80 000 personnes) exige l'autorisation de sortir du pays pour se rendre dans la R.F.A.; en 1975, les autorités n'ont approuvé que 317 demandes.

Le huitième anniversaire du «printemps de Prague» coïncide avec le XV^e Congrès du P.C.T. C'est peut-être une simple coïncidence que personne, à Prague, n'a voulu provoquer. Toutefois, pour l'opinion publique européenne, agitée par les profondes inquiétudes du sort de la politique de détente et des chances de victoire de l'euro-communisme, cette coïncidence représente un avertissement douloureux.

R. Pellegrini

Helsinki:

encore un chiffon de papier?

Après les éclatants succès remportés en Afrique et exaltant toujours les bienfaits de la politique de détente, les Soviétiques semblent vouloir profiter encore de la faiblesse des Etats-Unis, paralysés par le désaccord entre le Président et le Congrès et troublés par les effets du climat pré-électoral. Et comment ne pas vouloir en profiter? La tentation est irrésistible et - il faut le reconnaître en toute honnêteté - les Soviétiques ont toujours su tirer profit des conjonctures internationales favorables, en se révélant de très habiles diplomates.

Comparez la carte politique du monde en 1950 avec la carte actuelle, et vous vous

rendrez tout de suite compte des énormes pertes subies par l'Occident. L'écrivain Soljenitsyne disait que la troisième guerre mondiale a déjà eu lieu, et qu'elle a été irrémédiablement perdue par le bloc anti-communiste et antisoviétique. En acceptant cette vision, on pourrait dire que 1975 et la Conférence d'Helsinki ont marqué la fin de cette guerre et la défaite de l'Occident.

Le «bras fort» du camp socialiste vise de plus en plus loin, sans que l'on puisse deviner quel est son prochain but. On se perd en conjectures, on enregistre des signaux d'alarme et quelques journalistes lancent des avertissements. Accusés d'antisoviétis-

me enragé et d'une haine irresponsable contre la détente, beaucoup de personnes de bonne foi ne les écoutent pas.

Les inquiétudes se réfèrent généralement à la Rhodésie, à l'Afrique du Sud. Les appréhensions sur les intentions du Kremlin de «remettre de l'ordre» en Yougoslavie après Tito ont repris consistance. Des bruits alarmants courent sur le sort réservé par les Soviétiques à la Roumanie «hérétique» (sur le plan de la politique extérieure, tout au moins). Récemment, la revue américaine «Aviation week and space technology» a parlé de préparatifs militaires soviétiques commencés depuis janvier à la frontière est de la Roumanie. Par conséquent, dans les milieux politiques américains on se demande si l'U.R.S.S. - comptant toujours sur la passivité de l'Occident - n'a vraiment pas l'intention d'entreprendre une action énergique pour installer à Bucarest un gouvernement satellite «sûr et fidèle».

Les U.S.A. et les vellétés d'indépendance de la Roumanie

On n'en sait rien, et l'histoire des préparatifs militaires n'est peut-être qu'une fausse alerte ou une simple manoeuvre intimidatrice (en ce sens, elle ne serait pas la première). Toutefois, quant aux garanties que les Etats-Unis - qui ont encouragé les vellétés d'indépendance de la Roumanie - pourraient offrir contre les menaces du Kremlin, il est difficile de ne pas se déclarer pessimiste. N'oublions pas ce que Helmut Sonnenfeldt, conseiller au Département d'Etat, disait aux ambassadeurs américains accrédités en Europe, lors d'une réunion convoquée à la fin de l'année passée: «Le manque persistant d'une hégémonie soviétique complète sur l'Europe orientale représente la plus grande menace pour la paix mondiale».

La Roumanie à part, il n'est que trop évident que les pays du Pacte de Varsovie font de leur mieux pour affermir la paix mondiale dans le sens indiqué par M. Sonnenfeldt. Un petit détail très significatif: dans le projet de la nouvelle Constitution polonaise les auteurs ont inscrit le caractère obligatoire de l'amitié avec l'U.R.S.S., bien qu'il soit tout à fait inusité d'imposer aux citoyens d'un Etat des devoirs envers

un autre pays. Une fois acceptée - et elle le sera! - cette norme constitutionnelle confirmera la dépendance de la Pologne vis-à-vis l'Union soviétique.

Cette triste «innovation» d'ordre constitutionnel a déclenché une forte réaction et opposition dans les rangs des intellectuels polonais, et mis en difficulté l'équipe de M. Gierek sur la question nationale, qui constitue le front le plus vulnérable de la politique des dirigeants communistes polonais. On a lu à ce propos la lettre courageuse que M. Wladislaw Bienkowski, ancien ministre de l'Enseignement dans le gouvernement Gomulka au cours des années 1956-1959, a adressée au gouvernement actuel. La vraie signification du caractère obligatoire de l'amitié avec l'U.R.S.S. y est expliquée sans détours: il s'agit, en effet, d'une «forme de dépendance» qu'on inscrit dans la Constitution «en annulant du même coup les mots d'ordre précédents sur la souveraineté». Toujours à propos des rapports avec l'U.R.S.S., M. Bienkowski évoque ensuite le problème de la censure («La censure imposée à notre pays s'ingère partout: dans l'information, le journalisme, la création artistique et jusque dans le travail des savants qu'elle coupe des contacts avec l'extérieur»), et se réfère au «représentant de l'Union soviétique en Pologne, revêtu de la fonction de censeur suprême», en y voyant une «ingérence directe dans le domaine public».

Il serait regrettable...

Sous des formes différentes, en Roumanie et en Pologne on s'oppose à l'intégration dans le bloc soviétique, tout en produisant des éloges sans réserves au «grand pays du socialisme victorieux» et en vantant les bienfaits de la plus sincère amitié avec l'U.R.S.S. Mais, pour citer encore une fois la lettre de M. Bienkowski: «La puissance militaire et économique de l'U.R.S.S. est un bras fort du camp socialiste. Il serait regrettable que la force soit l'unique lien unissant les pays socialistes». Et il est encore plus regrettable - ajoutons-nous - que l'U.R.S.S. ne se sente pas obligée à respecter les accords pris à Helsinki.

K. Müller

Déclaration d'un groupe de membres de l'Assemblée Parlementaire Européenne

[doc. 3732 du Conseil de l'Europe]

Depuis le 1er août 1975, date à laquelle les hauts représentants de 35 Etats dont, notamment, tous les Etats membres du Conseil de l'Europe et de l'Union soviétique, ont adhéré à l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération, l'URSS a bafoué les principes guidant les relations entre les Etats participants, comme suit:

1. en intervenant directement et indirectement dans les affaires intérieures d'autres Etats participants y compris le Portugal;

2. en encourageant et en soutenant l'emploi de la force contre l'intégrité politique d'un autre Etat, l'Angola;

3. en augmentant unilatéralement ses dépenses en matière d'armement non nu-

claire des armées de terre, de mer et de l'air;

4. en privant les minorités habitant sur son territoire national du droit à l'égalité devant la loi ainsi que de la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

5. en omettant d'encourager le tourisme et de développer les facilités de voyage réciproques ainsi que le libre échange d'informations;

6. en s'abstenant de mettre en oeuvre des dispositions visant à étendre la coopération dans les domaines humanitaire et autres en ce qui concerne la faculté, pour les ressortissants soviétiques, de voyager à l'étranger.

Message sur la solidarité politique

La raison principale pour laquelle les solidarités politiques ne se sont pas fait jour au niveau européen provient évidemment de la constatation que ces solidarités sont toutes organisées jusqu'à ce jour sur le plan national et en fonction d'objectifs nationaux.

L'option européenne, dans un tel système, devient elle aussi fonction de ces objectifs nationaux. Le résultat en est que la progression de l'intégration européenne, erratique qu'elle est, dépend entièrement des hauts et des bas de l'évolution de la situation politique interne des Etats membres...

Un des drames de la Communauté tient

effectivement au fait que la capacité d'une action politique cohérente n'existe pas encore au niveau communautaire, alors qu'elle n'existe plus (ou de moins en moins) au niveau national...

L'Europe a besoin d'un supplément d'âme, d'un second souffle. Seulement, par où commencer? Tout est dans tout et tout se tient.

Dépasser l'union douanière, avoir des politiques communes exige l'union monétaire qui dépend de l'union économique qui dépend de l'union fiscale qui dépend de l'union politique qui semble faire peur à pas mal de monde.

[Extraits de *L'intégration européenne entre le dépérissement et l'espoir* par Gaston Thorn, Président du Gouvernement luxembourgeois et Président du Conseil des Communautés Européennes. Publication du «Centre de Recherches Européennes», Lausanne, 1976].

Aurel C. Popovici

Aurel Popovici, grande personnalité politique roumaine et précurseur de l'européisme, est né le 4 octobre 1863 à Lugoj. Il fait ses études dans la ville natale, puis à Brasov et à Beius, et en 1885 s'inscrit à la Faculté de Médecine de Vienne. Il poursuit ses études universitaires à Graz, mais les interrompt pour se dédier, corps et âme, à la politique.

En 1906 Aurel Popovici publie «*Les Etats-Unis de la Grande-Autriche*», ouvrage fondamental par la portée de sa doctrine politique. La thèse du fédéralisme y est concrétisée par des projets de Constitution de l'Union et de chaque pays membre.

L'écho de cette publication a été considérable, en premier lieu parmi les intellectuels des nations faisant partie de l'Empire austro-hongrois, mais aussi à la Cour Impériale. François-Ferdinand, l'héritier du trône, tenait Aurel Popovici en haute estime: «Voilà l'homme qu'il me faut - disait-il. Je dois suivre ses conseils!». Mais l'attentat de Sarajévo et le déclenchement de la Première Guerre mondiale mettent fin aux rêves de réforme constitutionnelle. Le projet grandiose de Aurel Popovici est abandonné et oublié.

Déçu et sans espoir de voir triompher son idéal, Aurel Popovici se retire en Suisse. Il s'éteint à Genève, le 10 février 1917, à l'âge de 54 ans.

Dans sa conférence faite à la Fondation Européenne Dragan le 24 mars dernier,

l'Archiduc Otto de Habsbourg disait:

«Popovici, en effet, est un homme exceptionnel. Quand on lit aujourd'hui, avec plus d'un demi-siècle de distance, ses analyses de la politique russe, on ne peut être que profondément impressionné par ce qu'il prévoyait. Il avait prédit depuis longtemps le danger que le panslavisme russe faisait courir aux pays de l'Europe Centrale. Popovici avait d'ailleurs souligné dans ses écrits que si l'on commettait des erreurs, et notamment si on désintérait les unités naturelles qui s'étaient formées en Europe, on verrait la Russie arriver aux montagnes de la Bavière.

Les plans pour la transformation fédérale de l'Autriche-Hongrie, élaborés par Popovici, pourraient servir encore aujourd'hui de principes constructeurs d'une Fédération Européenne. Il avait déjà la sagesse de demander le droit d'autodétermination véritable pour les nationalités. A les lire de nos jours, ses études à ce sujet sont presque comme l'antithèse de ce qui fut élaboré à Helsinki. Popovici s'opposait à la notion même de «minorité». Il disait, à juste titre, que des minorités ne pourraient jamais être pleinement loyales, puisqu'elles étaient des entités légalement moins favorisées. La seule solution véritable était que les nationalités aient, vis-à-vis de leurs états respectifs, les mêmes droits que ceux qui reviennent à la majorité».

Ses oeuvres

Principiul de naționalitate (Le principe de nationalité), Bucarest, 1894.

Cestiunea naționalităților și modurile soluțiunii sale în Ungaria (La question des nationalités et les modalités de sa solution en Hongrie), Sibiu, 1894.

Die vereinigten Staaten von Gross-Osterreich (Les Etats-Unis de la Grande Autriche), Leipzig, 1906.

Naționalism sau democrație (Nationalisme ou démocratie), Bucarest, 1910.

La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie, Lausanne-Paris, 1891.

Société multinationales

Bien que les sociétés multinationales aient contribué largement au développement de l'économie mondiale, elles ont aussi à l'occasion influé sur des processus politiques sans pour autant avoir à rendre compte à un large électorat de leurs actions et de leur politique. Beaucoup de ces sociétés ont en fait atteint de telles dimensions et une telle envergure géographique qu'elles peuvent faire douter de l'efficacité des pouvoirs publics et des syndicats qui n'ont pas été à même de réaliser un degré équivalent d'intégration internationale.

Ces entreprises géantes peuvent apporter une contribution particulièrement utile à l'industrialisation, à la création d'emplois, au transfert du savoir technologique et à la formation professionnelle dans des pays en voie de développement. Mais elles peuvent également, en raison des énormes sommes qu'elles transfèrent d'un pays à l'autre, provoquer des fluctuations monétaires et des crises sur le marché des capitaux. De même, peuvent-elles, du fait de leur carac-

tère transnational, circonvier plus facilement les législations nationales anti-trust et fiscales, ainsi que les lois sur l'environnement et en matière sociale, pratiquer des opérations restrictives et échapper aux revendications syndicales.

Préoccupée par cette situation, la Commission des Questions économiques et du Développement de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe envisage de proposer des mesures politiques (par exemple la création de mécanismes internationaux) visant à éviter les effets néfastes des sociétés multinationales et à rendre leurs activités aussi bénéfiques que possible pour les pays concernés.

Avant de formuler des propositions finales, qui seront discutées par l'Assemblée de l'Europe des Dix-Huit à Strasbourg en mai, la Commission a convoqué une audition des représentants de certaines grandes multinationales avec des chefs de file syndicaux internationaux, convocation qui a eu lieu à Paris, le 24 mars.

Un « passeport scolaire »

A la suite d'une décision prise au Conseil de l'Europe à Strasbourg, tout enfant scolarisé dans un pays étranger sera dorénavant muni d'un livret scolaire et de santé uniforme, valable dans tous les Etats de l'Europe des 18. Ce document devra faciliter l'intégration de ces enfants dans la scolarité obligatoire du pays d'accueil ainsi que leur réinsertion dans le système scolaire de leur pays d'origine.

Ce « passeport scolaire » fournira aux nouveaux maîtres de l'enfant qui suit ses parents à l'étranger des renseignements sur

les études accomplies jusqu'à présent, les résultats obtenus dans les différentes disciplines, les aptitudes et connaissances de l'enfant ainsi que sur sa situation familiale. Une deuxième partie de ce document sera réservée aux renseignements concernant l'état physique de l'enfant (vaccinations, maladies etc.).

Le nombre des enfants concernés par cette mesure d'harmonisation est actuellement évalué à 1 500 000. Le livret sera produit en huit langues européennes.

Le patrimoine culturel européen:

La Grèce

«La conservation intégrée doit utiliser toutes les lois et tous les règlements existants qui peuvent concourir à la sauvegarde et à la protection du patrimoine».

[de la Charte européenne du Patrimoine architectural]

Une trentaine de parlementaires européens siégeant à Strasbourg ont signé une déclaration [1] relative à Pylos et à d'autres zones grecques d'intérêt historique et architectural qui risquent d'être mises en péril par le développement industriel. Les signataires de ce document déplorent le fait que le Gouvernement grec ait promulgué une loi qui - au profit du Comité des questions économiques - retire au Conseil archéologique son pouvoir de s'opposer à l'implan-

tation d'industries dans les zones d'importance historique et artistique exceptionnelle. Invitant instamment le Gouvernement à reconsidérer sa position, les auteurs du document rappellent le contenu de la charte européenne du Patrimoine architectural, adoptée en septembre 1975 par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

[1] Déclaration écrite n° 44, Document 3740 [daté 27 janvier 1976] du Conseil de l'Europe.

Livres reçus:

30 ans d'Europe

Auteur: *François Visine*, juriste international, un des meilleurs spécialistes français des problèmes internationaux contemporains; il a publié une quinzaine d'ouvrages sur les problèmes européens et notamment *l'ABC de l'Europe*, première encyclopédie pratique de l'Européen (8 volumes, 3130 pages). F. Visine a créé en 1970, au Grand Duché de Luxembourg, la «Fondation du Mérite Européen».

Le livre: Dans cet ouvrage, honoré de la préface de J. Rueff, Chancelier de l'Institut de France, l'auteur a surtout voulu donner aux enseignants, aux journalistes, aux militants et aux personnalités que la question européenne concerne ou intéresse un aperçu des principales étapes de la construction

européenne au cours de la période 1945-1975: Section I, «La peur et l'espoir» (1945-1954); Section II, «Les cheminements lents» (1954-1969); Section III, «Le renouveau» (1969-1975). Cet aperçu est complété par une chronologie très détaillée des événements qui ont eu un lien direct ou indirect avec l'unité de l'Europe. Nous signalons aux lecteurs le chapitre de synthèse intitulé «Des faits aux leçons», où M. Visine fait le bilan de la construction européenne et en tire les principaux enseignements quant aux causes de l'échec de l'Union politique et aux perspectives de l'Union européenne.

Publié par: Editions techniques et économiques - 3, rue Soufflot, 75005 Paris.

149 pages - Prix: 29 FF.

YALTA - 1945

Churchill cède à l'Union soviétique l'Europe de l'Est.

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations reconnaît le status quo créé à Yalta.



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B.»

Bulletin Européen

SOMMAIRE

Europartis pour une Europe unie: l'Eurocommunisme <i>par R.C. Hood</i>	p. 1
We and the others: The problems of Russia <i>par R. Cestelli</i>	» 8
A la porte orientale de la C.E.E.: La Tchécoslovaquie <i>par R. Pellegrini</i>	» 11
Helsinki: encore un chiffon de papier <i>par K. Müller</i>	» 14
Déclaration d'un groupe de membres de l'Assemblée Parlementaire Européenne	» 16
Message sur la solidarité politique	» 16
Les précurseurs de l'européisme: Aurel C. Popovici	» 17
Chronique du Conseil de l'Europe: Sociétés multinationales	» 18
Un « passeport scolaire »	» 18
Le patrimoine culturel européen: la Grèce	» 19
Livres reçus: 30 ans d'Europe	» 19

REDACTEUR RESPONSABLE: Dante Ferrari ★ Direction - Rédaction Via Magnanapoli 11 - Roma ★
ABONNEMENTS ANNUELS: ordinaire F.F. 50 - de soutien F.F. 250 ★ (ou monnaie européenne
équivalente) ★ Reg. Trib. Rome N. 2840 du 15.12.1951 ★ Stampato in proprio ★